

**RAPPORT D'INSTRUCTION DES CANDIDATURES**

**APPEL A MANIFESTATION D'INTERET A DESTINATION DES GESTIONNAIRES DE FONDS D'INGENIERIE  
FINANCIERE POUR L'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER COMPLEMENTAIRE DES JEUNES  
AGRICULTEURS**

DISPOSITIF : CONTRE GARANTIE BANCAIRE

NOM DU CANDIDAT : SA FRANCE ACTIVE GARANTIE

ADRESSE : 3, rue Franklin – CS 90033- 93108 Montreuil CEDEX

REPRESENTANT LEGAL : Denis DEMENTHON – Directeur Général

Date de dépôt de la candidature : 13/11/2019

**1. Présentation du candidat**

FRANCE ACTIVE GARANTIE (FAG) a été constituée en 1995 sous forme de Société Anonyme. La Caisse des Dépôts en est l'actionnaire de référence, aux côtés de l'association France Active et de certaines banques (BPCE, Crédit coopératif, Crédit Mutuel , BNP, CIC, Crédit Agricole).

FAG est une société de financement agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. A ce titre, FAG est assujettie à la réglementation bancaire et à l'ensemble des ratios prudentiels.

Le capital de FAG s'élève à 27M€ de capitaux propres. En 2018, FAG a garanti 255M€ de prêts bancaires.

FAG développe une activité exclusivement financière aussi, dans le cadre de sa candidature, elle propose de déléguer l'animation du dispositif à l'Association CAPI.

**2. Respect du cahier des charges de l'AMI**

**Rappel du contexte**

Au-delà du financement public des programmes d'investissement relatifs aux projets d'installation portés par les jeunes agriculteurs insulaires, il est indispensable, comme cela se confirme au sein des autres secteurs économiques, que le financement privé puisse intervenir également au plan de financement de ces projets.

En effet, l'intervention de partenaires privés génère plusieurs effets bénéfiques à la fois dans une optique de rentabilité et de pérennité des jeunes exploitations, mais également dans une

démarche d'intégration des problématiques agricoles au sein des stratégies portées par le système bancaire en matière de distribution de crédit.

Depuis 2012, l'ODARC a expérimenté la mise en œuvre de dispositifs financiers répondant à ces enjeux. Il s'agit aujourd'hui de renouveler à travers cet AMI, l'attribution de ce service d'intérêt général à des prestataires candidats.

### **La description de la contre-garantie bancaire**

L'objectif consiste à garantir les banques susceptibles d'octroyer un prêt à long et moyen terme à un agriculteur disposant du statut de jeune agriculteur

**Bénéficiaire direct éligible à la contre-garantie :** Tout organisme financier accordant un prêt d'une durée minimale de 2 ans à un bénéficiaire ultime éligible.

**Bénéficiaires ultimes éligibles :** Jeune Agriculteur dont l'opération est conforme au présent cahier des charges.

**Montant maximum de la contre-garantie bancaire :** 60% du financement bancaire garanti

**Durée maximale/minimale de la contre-garantie bancaire :** La durée minimale du prêt garanti est de deux ans

**Taux d'intérêt à la charge de l'exploitant :** 2% du montant garanti

**Exclusions :** Les exploitants agricoles non titulaire du statut JA

**Effet multiplicateur :** Le coefficient multiplicateur attendu est de 3 : un euro du Fonds peut garantir trois euros de prêt et l'encours global de prêts garantis ne peut pas dépasser trois fois le montant disponible sur le fonds de garantie.

## **3. Critères de sélection prévus à l'AMI**

Le total des points maximum à attribuer est fixé à 100.

### **3.1 Critères « pratique professionnelle »**

- **Compétences avérées de l'équipe de gestion en matière de gestion d'instruments financiers**

Créée en 1995, FAG gère 117 lignes de garanties (au niveau national). FAG est une société de financement agréée par l'APCR.

Au 31/12/2018, FAG a réalisé sur l'ensemble du territoire :

- 255M€ mobilisés en garantie d'emprunt bancaire
- 5946 projets d'entreprises financés
- 430 M€ d'encours garanties

Par ailleurs, FAG est partenaire de l'ODARC depuis 2012 date de création du dispositif de contre-garantie bancaire aux Jeunes Agriculteurs et gère depuis les fonds de ce dispositif.

- **Dimensionnement adapté de l'équipe dédiée au Fonds par rapport aux cibles visées :**

FAG n'emploie pas directement de personnel. Elle fait appel au Groupement d'employeurs de France Active (GEFA) créé en 2008 et qui regroupe l'ensemble des salariés du groupe associatif France Active. Le GEFA met à disposition de FAG le personnel nécessaire à son activité. C'est pourquoi, FAG propose au sein de sa candidature de s'appuyer sur l'association CAPI pour tout ce qui concerne l'animation du dispositif en Corse. L'équipe dédiée par CAPI dans le cadre de cette délégation sera de 1.6 ETP.

- **Capacité de contrôle notamment procédure de lutte anti-blanchiment d'argent**

En tant que société de financement agréée par l'APCR, FAG est tenue de respecter la réglementation bancaire. Celle-ci impose notamment :

- Un capital minimum pour l'activité
- La mise en place d'un dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne qui nécessite :
  - \* La séparation des tâches
  - \* L'existence de pistes d'audit sur toute la chaîne de traitement
  - \* Plusieurs niveaux de contrôle interne
  - \* des contrôles réalisés par les commissaires aux comptes
  - \* Des contrôles réalisés par l'APCR
  - \* Un corpus de processus et de méthodologie sur l'expertise des dossiers
  - \* Un Dispositif d'évaluation du risque de crédit : notation
  - \* Un système d'information fiable et centralisé
  - \* Un dispositif de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme

Le dispositif de maîtrise des risques est complété par la tenue de différents comités de suivi et de contrôle ainsi que par la production régulière des différents ratios prudentiels.

- **Capacité à effectuer un reporting**

Le reporting concernant la gestion des dossiers est assuré par CAPI dans le cadre des missions qui lui sont déléguées. Celle-ci dispose d'un outil de suivi et de reporting adapté.

FAG assure un suivi financier de la ligne et propose un compte rendu périodique de l'état de mobilisation du fonds.

- **Equipe dédiée au fonds entièrement localisée en région Corse**

FAG délègue la mission d'animation du dispositif à une association locale, CAPI, dont l'effectif est entièrement localisé en Corse et qui assure la mise en œuvre du dispositif en proximité avec les bénéficiaires.

- **Expérience dans la gestion des relations avec les banques locales**

Le capital de FAG est détenu en parti par les différents organismes bancaires nationaux. A ce titre, les banques connaissent et adhèrent aux différents dispositifs de financement mis en œuvre par FAG. Par ailleurs, les représentants locaux des banques concernées siègent aux comités d'engagement des contre-garantie organisés par CAPI. Enfin, le dispositif de contre-garantie géré par FAG en Corse existe depuis 2012 et est bien connu du système bancaire insulaire.

### **3.2 Critères « Connaissance du secteur agricole et rural »**

- **Connaissance du territoire de la région Corse**

Afin de pallier à l'éloignement géographique et à la méconnaissance du tissu économique et agricole insulaire, FAG délègue le processus d'animation et d'engagement des dossiers garantis à CAPI, association très bien implantée en Corse.

- **Connaissance des réseaux régionaux liés à l'accompagnement du secteur agricole et rural en Corse**

Idem : délégation à CAPI

### **3.3 Critère « Frais de gestion »**

- **Coût de la prestation**

Le candidat ne précise pas dans la réponse le coût de gestion du fonds de contre-garantie bancaire.

#### 4. Propositions financières et avis du service instructeur

##### Synthèse notation « critères de sélection »

THEMATIQUES	CRITERES	ANALYSE ODARC	POINTS MAX	POINTS OBTENUS
Pratique professionnelle	compétences avérées de l'équipe de gestion en matière de gestion d'instruments financiers	Confirmé	20 points	20 points
	compétences de l'équipe de gestion en matière de garantie	Confirmé		
	dimensionnement adapté de l'équipe dédiée au Fonds par rapport aux cibles visées	Confirmé (1,6 ETP)		
	indépendance et qualité professionnelle de l'équipe	Confirmé( circuit de décision opérationnel)		
	tenue de documentation juridique, comptable et administrative	Confirmé (documentation fournie au dossier)		
	capacité de gestion des conflits d'intérêt	Confirmé ( Pas de conflits d'intérêt possible)		
	capacité de contrôle notamment procédure de lutte anti-blanchiment d'argent	Confirmé( Existence d'un comité d'engagement)		
	capacité à gérer des contentieux	Confirmé( fonctions prévues et assumées au sein de l'organisation)		
	capacité à effectuer un reporting	Confirmé ( outils de gestion des données existants et adapté)		
	Equipe dédiée au fonds entièrement localisée en région Corse	Confirmé ( La structure a une activité exclusivement localisée en Corse)	40 points	40 points
	Expérience dans la gestion des relations avec les banques locales	Confirmé ( voir liste des partenaires bancaires précisées dans le rapport)		
Connaissance du secteur agricole et rural	connaissance du territoire de la région Corse	Confirmé	20 points	20 points
	connaissance par l'équipe du PDRC et de ces mécanismes d'intervention	Confirmé (FAG gère le dispositif dans le cadre d'une convention avec l'ODARC depuis 2012)		
	Connaissance des réseaux régionaux liés à l'accompagnement du secteur agricole et rural en Corse	Confirmé		
Frais de gestion	Coût de la prestation	A préciser ( les frais de gestion proposés seront précisés dans la convention ODARC/FAGI)	20 points	0
TOTAL			100 points max	80 points

**PROPOSITIONS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Le service instructeur propose :

- D'abonder le fonds de contre-garantie bancaire JA à hauteur de 350 000 euros.
- D'attribuer la gestion de ce fonds à FAG dans le cadre d'une convention d'une durée de 5 ans fixant les modalités précises de mise en œuvre.

Le service instructeur émet un avis favorable à la candidature de l'association France Active Garantie.